

Journal des guerres de l' Otan

Géopolitique et stratégies

N° 112 du 24.05.12

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

McCain : «La Syrie, épisode honteux de notre histoire»

L'Alliance atlantique fourmille de projets...

Les plans de modernisation des armes nucléaires de l'OTAN sont « coûteux et inutiles ».

Jacques Hubert-Rodier : Menacée par la crise de la dette, l'Otan joue sa survie.

1 Guerres de l'Otan

1-1 Guy POUSSY : PAS D'ÉTAT DE GRÂCE ... La paix mondiale tient à un fil.

1-2 Manlio Dinucci, Tommaso Di Francesco : « *Sommet de Chicago* Combien nous coûte l'Otan de la « défense intelligente ».

1-3 Manlio Dinucci : L'éternelle jeunesse de l'Otan.

1-4 [L'OTAN publie la Déclaration générale du Sommet de Chicago.](#)

2 Au jour le jour

2-1 [Sommet de l'OTAN : Chicago, en état de siège!](#)

2-2 Londres : les Britanniques dénoncent l'Otan.

2-3 [Echauffourées à Chicago entre manifestants anti-Otan et la police.](#)

2 Politique

2-1 Les Alliés indécis sur l'après 2014 en Afghanistan...

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

3-1 Le Monde.fr avec AFP et Reuters : Les Etats-Unis et les pays du Golfe arment les 'rebelles' syriens.

Tiré à part :

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

McCain : «La Syrie, épisode honteux de notre histoire»

INTERVIEW - Le sénateur américain dénonce le rôle de Moscou et prédit un « printemps russe ».

Avant la première visite de François Hollande à Washington, le sommet du G8 à Camp David et celui de l'Otan à Chicago, le sénateur républicain de l'Arizona, ancien candidat à la Maison-Blanche, répond aux questions du Figaro.

Budgets militaires en voie de réduction, lassitude de la guerre, eurozone dans la tempête: craignez-vous une Alliance atlantique qui se replie sur elle-même au sommet de Chicago?

Sénateur John McCAIN. - Je crains l'influence de la crise économique et de nouvelles coupes dans des budgets de défense déjà beaucoup trop bas. L'année dernière, on a fixé un objectif de 2 % du budget des États membres de l'Otan pour les dépenses militaires, et pratiquement aucun d'eux n'y parvient. C'est compréhensible, vu les énormes difficultés que les alliés traversent. Mais l'opération en Libye a montré que si l'Otan a des capacités militaires intéressantes, nous avons de graves lacunes sur le matériel de soutien.

Les coupes dans le budget militaire américain ne vont pas aider!

Certaines de ces coupes sont compréhensibles, vu notre retrait d'Irak et d'Afghanistan. Mais des réductions forcées seraient dévastatrices pour notre potentiel. Certains d'entre nous travaillent dur aujourd'hui pour limiter ce risque.

Êtes-vous choqué que la Syrie ne soit pas sur l'agenda de Chicago?

Ce n'est pas seulement décevant et triste. Quelque 10 000 civils syriens ont été massacrés au cours d'un combat injuste, par le régime el-Assad avec l'aide d'armes russes et de combattants iraniens sur le terrain. Et les États-Unis refusent d'aider! Certains pays du Golfe, menés par l'Arabie saoudite, vont fournir des armes aux insurgés. Mais le besoin de leadership américain reste criant. On pourrait organiser une zone «sanctuaire» pour la résistance et lui fournir des armes, mais l'Amérique refuse. C'est un épisode honteux de notre histoire. Le «leadership en coulisses» du président Obama montre qu'il ne croit pas à l'exceptionnalisme américain.

Vous avez donné des armes aux Afghans dans le passé et on a eu les talibans. N'y a-t-il pas un risque de déstabilisation en Syrie?

En Afghanistan, l'erreur n'a pas été de donner des armes à la résistance pour repousser les Soviétiques. L'erreur a été d'abandonner les Afghans pendant une décennie après le départ russe.

Que se passera-t-il en Afghanistan avec le retrait prévu en 2014?

Cela m'inquiète. Regardez l'Irak. Nous n'avons pas laissé un contingent résiduel, contrairement à ce qui avait été envisagé. Et maintenant la situation se détériore: nous avons gagné la guerre, mais nous sommes en train de perdre la paix. Les pays de la région en tiennent compte. Je peux vous citer aussi cette phrase d'un prisonnier taliban à l'Américain qui l'interrogeait: «Vous avez vos montres, nous avons tout notre temps.»

François Hollande devrait confirmer à Chicago le retrait anticipé des troupes françaises à la fin 2012. Est-ce un mauvais coup pour l'Alliance?

Encore une fois, le président américain ne cesse de dire que nous partons. Les Français ne veulent pas être les derniers à quitter l'Afghanistan! Ceci dit, le partenariat stratégique avec l'Afghanistan qui a été signé par le président Obama, et qui sera présenté à Chicago, est un pas positif, important pour changer les perceptions dans la région s'il est mis en œuvre.

Sous Sarkozy, la France a été un partenaire actif, notamment en Libye. Craignez-vous une France moins engagée?

Il ne serait pas convenable pour moi de prononcer un jugement sur le choix des Français, qui ont voté pour de nouvelles orientations. C'est à nous, États-Unis, de faire en sorte que nous nous coordonnions mieux dans ce monde dangereux. Mais je fais crédit au président Sarkozy d'avoir œuvré pour renforcer l'alliance entre les États-Unis et la France.

Beaucoup d'experts notent qu'Obama a largement prolongé la politique extérieure de George W. Bush, éliminant Ben Laden et continuant la guerre des drones contre les terroristes. Pour vous, il a été vraiment mauvais?

Je suis gré au président d'avoir donné l'ordre d'élimination d'Oussama Ben Laden. Mais je pense aussi que n'importe quel autre président aurait pris la même décision. Mais pourquoi s'en vanter autant? Les héros que j'ai rencontrés ne se vantaient pas. Quand je voyage à travers le monde, j'entends les responsables étrangers dire que l'Amérique est faible et qu'elle se replie. Bien sûr que les Américains

veulent un retrait d'Afghanistan, les Français aussi! Mais nous ne devrions pas oublier que l'Afghanistan a été le lieu d'où est partie l'attaque du 11 Septembre.

Le fait que Poutine ne vienne pas au G8 est-il un camouflet pour le président?

C'est un manque de respect. Les États-Unis ne veulent pas d'une confrontation avec la Russie. Notre président a tout fait pour relancer la relation avec Moscou, beaucoup plus que je n'aurais fait à sa place, appuyant sans fin sur le bouton du «redémarrage». Mais M. Poutine continue de se comporter de manière très bizarre. Il continue à être obsédé par le projet de défense antimissiles, il s'acharne à poser son veto, avec les Chinois, aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Syrie, ce qui dégrade son image dans le monde arabe. Je pense que le mécontentement en Russie va augmenter et qu'un «printemps russe» viendra à Moscou. Une vague énorme de changement est en cours à travers le monde et nous, Américains, devons être du bon côté de l'histoire, même si nous avons des inquiétudes sur ce qui vient après. Bien sûr que le risque de radicalisation existe. Mais il est d'autant plus grand que les droits des peuples sont trop longtemps réprimés. Cela ne veut pas dire que l'Amérique doit déclencher des actions militaires partout. Cela veut dire que nous devons créer des coalitions et jouer notre rôle de leader. Encore une fois, la situation syrienne exige un leadership américain.

Êtes-vous préoccupé par la tendance isolationniste de votre parti?

Romney aura-t-il les moyens d'une diplomatie plus engagée s'il est élu?

L'isolationnisme grandit dans mon propre parti. Mais c'est une question de leadership. Pendant la crise bosniaque, le président Clinton s'est adressé à l'Amérique pour expliquer qu'on ne pouvait pas laisser massacrer un peuple au milieu de l'Europe. Nous y sommes allés. C'était notre obligation morale.

McCain :

INTERVIEW - Le sénateur américain dénonce le rôle de Moscou et prédit un « printemps russe ».

Le Figaro,

16/05/2012

L'Alliance atlantique fourmille de projets...

« Si vous m'aviez dit il y a un an que nous serions en Libye... Je n'aurais pu l'imaginer. Et pourtant, on l'a fait ! » Anders Fogh Rasmussen, l'ex-Premier ministre danois devenu secrétaire général de l'Otan en 2009, l'affirme : « L'Otan doit être prête pour l'imprévu ».

« Otan, Game Over », comme le proclament régulièrement des pacifistes venus aux grilles de l'Otan pour clamer l'obsolescence de l'organisation privée de l'ennemi soviétique 1 On en est loin : «*La défense de nos frontières commence souvent loin de nos frontières*, dit Rasmussen. *Le futur de l'Otan, c'est aussi la défense contre les cyber-attaques... Nous devons être prêts à maintenir une capacité d'intervention et de dissuasion, pour protéger efficacement nos populations* ».

Un bouclier bien coûteux

Deux grands dossiers figurent à cet égard au menu des chefs d'Etat ou de gouvernement qui convergent vers Chicago. Le premier, dans un contexte de crise et d'austérité budgétaire qui frappent l'ensemble des Etats membres, consiste à davantage mutualiser les achats nationaux de matériels. Vingt-cinq projets sont sur la table. Washington, surtout depuis la Libye, pousse l'Europe à «*faire plus avec moins*» - et d'aucuns relèvent qu'ils ne sont jamais loin avec leurs carnets de commandes remplis d'offres... très concurrentielles.

Le second dossier, en revanche, promet d'être coûteux : le développement d'un bouclier antimissile en Europe, aussi voulu par Washington. Du moins, si le projet est mené à son terme, puisque ce sommet-ci doit se borner à constater l'existence d'une «*capacité intérimaire*».

Une âpre bataille industrielle

Ce sont pour l'essentiel des équipements US existants (radars, navires, systèmes d'alerte) mais qui pourront être placés sous commandement Otan, censés protéger le sud-est de l'Europe contre de futurs missiles qui seraient un jour lancés de Téhéran, voire de Pyongyang. Mais trois autres phases de développement sont imaginées d'ici 2020. Il s'agit d'étendre la protection antimissile des forces de l'Otan aux populations des pays alliés.

Une âpre bataille industrielle s'annonce pour la suite, notamment pour le marché des intercepteurs de missiles. Le financement de la mise en commun du système s'élèverait à 157 millions d'euros sur 10 ans, mais c'est sans compter les moyens de défense eux-mêmes, autrement plus coûteux - des milliards d'euros.

Par ailleurs, ce projet continue à envenimer les relations entre l'Otan et la Russie pourtant « remises à zéro » par Obama. « *Ce n'est pas une menace contre la Russie mais contre l'Iran* », répète en boucle l'Otan. Un diplomate européen au sein de l'Alliance ajoute : « *On a bien entendu la rhétorique russe pendant la campagne électorale, mais on espère que Moscou fait désormais bien le bilan des avantages d'une coopération avec l'Otan et les USA* ». Pour l'heure, ce n'est pas limpide : aucune réunion du Conseil Otan-Russie n'est prévue à Chicago. • PH.R.

Les plans de modernisation des armes nucléaires de l'OTAN sont « coûteux et inutiles ».

Les propositions visant à moderniser l'arsenal nucléaire accroîtra les tensions avec la Russie, avertit un groupe de réflexion soutenu par d'ex-ministres

Les plans de l'OTAN pour mettre à niveau 180 armes nucléaires tactiques des Etats-Unis en Europe occidentale sont inutiles, coûteux et susceptibles d'exacerber les relations déjà difficiles avec la Russie, selon un rapport.

L'alliance se prépare à remplacer des bombes nucléaires à gravitation "muettes" et des bombardiers vieillissants par des armes guidées de précision qui seraient transportées par des avions de frappe F35 étatsuniens, selon un rapport du European Leadership Network (ELN), un groupe de réflexion soutenu par d'anciens ministres de la Défense du Royaume-Uni, dont Lord Des Browne et Sir Malcolm Rifkind. Le rapport, « Escalade par défaut ? L'avenir des armes nucléaires de l'OTAN en Europe », a été écrit par Ted Seay qui, jusqu'à l'an dernier, était conseiller de contrôle des armements à la mission des États-Unis au siège de l'OTAN à Bruxelles.

La suite (en anglais) sur : <http://www.guardian.co.uk/world/2012/may/11/nato-nuclear-weapons-upgrade>

Jacques Hubert-Rodier : Menacée par la crise de la dette, l'Otan joue sa survie.

L'Otan qui, depuis 1949, lie les deux rives de l'Atlantique au sein d'une alliance militaire, doit affronter une nouvelle tempête qui pourrait l'obliger à réduire ses ambitions et à se replier sur sa mission initiale de défense du territoire des alliés. Cette question sera au centre des discussions des chefs d'Etat ou de gouvernement des 28 pays membres qui se retrouvent dimanche 20 et lundi 21 mai à Chicago pour un sommet qui devra se pencher sur l'avenir de l'organisation après le départ en 2014 de toutes les troupes de combat d'Afghanistan.

Certes, depuis la chute du mur de Berlin, l'Otan, créée pour défendre l'Europe de l'Ouest et l'Amérique face à toute velléité d'expansion voire d'invasion du « bloc soviétique », a réussi à se réinventer et à survivre à la fin de la division du monde en deux blocs antagonistes. L'Organisation, qui se targue d'avoir gagné la guerre froide sans avoir tiré un seul coup de canon, a largement confirmé son titre d'alliance militaire la plus réussie de l'histoire. Dans un monde où les conflits sont de plus en plus asymétriques, elle a réussi à s'imposer au Kosovo ou encore en Libye, et si ses combats contre le trafic de drogue en Méditerranée ou la piraterie au large de la Corne de l'Afrique sont loin d'être achevés, ces opérations ont permis de réunir à côté des marines des pays de l'Otan celles de nations comme la Russie, la Géorgie, Israël, voire même de la Chine. La guerre en Afghanistan ne peut certes plus être gagnée par l'Otan, qui a pris le commandement de la force internationale de sécurité dans ce pays (ISAF) en 2003. Mais l'organisation a réussi à maintenir à ses côtés 22 autres pays. L'Otan s'est même préparée à la guerre de demain, la guerre cybernétique. Tout cela tient de la prouesse pour une alliance vieille de soixante trois ans et qui, à Chicago, réunira encore une trentaine de pays partenaires à ses côtés pour en faire le plus grand sommet de son histoire.

Et pourtant, les défis qu'elle doit affronter aujourd'hui font peser des menaces sur sa propre survie. Le premier, c'est d'organiser le retrait d'Afghanistan du gros des troupes de combat pour qu'il ne tourne pas au fiasco comme ce fut le cas de l'Armée rouge en février 1989, quelques années avant l'implosion de l'URSS. Ce retrait est compliqué et si les Américains ont rappelé avant Chicago la notion de sécurité collective : « ensemble dedans, ensemble dehors », la France ne semble pas avoir écouté. Après les

Pays-Bas puis le Canada, le président François Hollande s'est engagé à accélérer le désengagement français. Et même si le retrait avant la fin 2012, comme promis par le socialiste lors de sa campagne électorale, ne devrait concerner que les « troupes de combat » laissant sur place des forces de soutien et de formation de l'armée et de la police afghanes, il oblige à une accélération du déploiement de l'armée afghane notamment dans la Kapisa. Côté français, on insiste néanmoins sur le fait que le départ anticipé - de quelques mois seulement par rapport au dernier objectif de Nicolas Sarkozy de l'effectuer en 2013 - ne remet pas en question la stratégie de l'Otan en Afghanistan. Car le vrai sujet à Chicago est ailleurs : les alliés doivent décider des conditions du maintien après 2014 d'une force d'appui et de formateurs de l'armée de ce pays d'Asie centrale ainsi que du financement de l'armée afghane. Ce qui est loin d'être gagné.

Car le deuxième grand défi est le plus menaçant pour la sécurité - et la survie - de l'Otan : la crise de l'endettement public en Europe et en Amérique. Cette crise oblige les Etats à réduire encore plus rapidement que prévu leurs dépenses de défense. Avant même les derniers soubresauts de la crise grecque, les dépenses des pays européens membres de l'Otan avaient chuté de 20 % par rapport à 1991, à la fin de la guerre froide. Selon le secrétaire général de l'Organisation, le Danois Anders Fogh Rasmussen, en 1991, les Européens prenaient encore en charge 34 % des dépenses de défense des alliés laissant alors 66 % à la charge des Etats-Unis et du Canada. Une part européenne qui a chuté aujourd'hui à 21 % et qui devrait encore se réduire au moment où les Etats-Unis vont devoir aussi mettre leur défense à la diète après les folies financières en Irak et en Afghanistan.

Ce défi budgétaire intervient alors que d'autres puissances économiques et militaires comme le Brésil, la Chine et l'Inde, émergent. Ces nations, souligne à raison le dirigeant danois, « n'ont pas beaucoup d'intérêt à mettre en cause l'ordre mondial qui leur a permis de construire leur propre prospérité ». Mais ces pays ainsi que la Russie, s'ils n'ont pas empêché l'opération militaire en Libye menée par la France et l'Angleterre avec le soutien de l'Otan, et des Etats-Unis, n'y ont pas, non plus, pris part. Sans parler de la Syrie où Russie et Chine ne sont pas prêtes à accepter une quelconque intervention de l'Otan. Ce qui est un rappel que leurs intérêts ne coïncident pas - toujours - avec ceux de l'Organisation.

Cette tension est d'autant plus inquiétante que l'Alliance Atlantique, elle-même, est soumise à un risque endogène : l'éloignement - politique - des deux rives de l'Atlantique. Le président Barack Obama a bien affirmé son intention de concentrer les forces américaines - non plus vers l'Europe - mais vers l'Asie, qui est désormais la région « cruciale » à ses yeux. Pour la première puissance militaire mondiale, il s'agit d'un changement de cap non négligeable. Surtout que les tensions en mer de Chine se font de plus en plus vives. Et les appels des Américains à l'Europe de prendre une part plus grande à sa propre défense et à celle des territoires voisins risquent de rester lettre morte. Pour survivre, l'Otan qui a déjà réduit ses propres effectifs, va devoir se résoudre à son tour à une forte cure d'amaigrissement. La question est de savoir si les alliés parviendront à passer à ce que les responsables désignent comme la « smart defense », la défense intelligente, qui consiste à travailler à des programmes conjoints et à mettre de plus en plus de matériels et de munitions en commun. Ce pari est en tout cas loin d'être gagné. Même si Barack Obama fera tout pour que le sommet de Chicago, le premier depuis treize ans sur le territoire américain, se passe bien et que les alliés n'affichent pas trop en public leurs différends.

Jacques Hubert-Rodier

<http://www.lesechos.fr/opinions/analyses/0202061585276-menacee-par-la-crise-de-la-dette-l-otan-joue-sa-survie-324630.php#comments>

1 Guerres de l'Otan

1-1 Guy **POUSSY : PAS D'ÉTAT DE GRÂCE ...** La paix mondiale tient à un fil.

La paix mondiale tient à un fil. La situation explosive au Proche Orient peut se transformer en une troisième guerre mondiale. Pourtant la situation dans le monde et la politique étrangère de la France ont été totalement absentes de la campagne électorale présidentielle. Les deux principaux candidats ont caché la vérité au peuple Français. Aucun n'a parlé de l'intervention française en LIBYE, son coup

financier, son coup en vie humaines .Le président sortant s'est bien gardé de rendre compte de la politique néfaste qu'il a impulsé. Quant au candidat du PS il fut curieusement discret sur la politique qu'il mettrait en œuvre s'il était élu . La politique étrangère est pourtant très importante puisque les premiers actes, et voyages de François Hollande, élu président, sont pour se rendre à l'étranger. Le 16 mai rencontre avec Angela Merkel à Berlin. Les 18 et 19 mai réunion à Camp David aux États Unis et rencontre avec Obama. Les 20 et 21 mai participation au sommet de L'OTAN à Chicago. Le 23 mai sommet Européen. La rupture avec la politique internationale mise en œuvre par Sarkozy n'est pas annoncée, par exemple il n'est pas annoncé que la France sortira de l'OTAN. Il n'est pas annoncé que la prochaine Assemblée Nationale sera saisie de propositions de lois qui s'opposent à la dictature financière qui écrase les peuples d'Europe. Ce choix politique permettrait aux Françaises et aux Français de reprendre en main le destin de notre pays, de faire respecter sa souveraineté nationale. La France ne serait pas isolée, et ferait renaître l'espoir en Europe et dans le monde, comme elle l'a fait en 2005 en votant NON au traité constitutionnel européen

Il serait vain d'oublier le discours d'allégeance que François Hollande fit à Londres lors de sa visite à la CITY. Il se félicitait que durant 15 ans de gouvernement le PS avait libéralisé l'économie, l'avait ouverte aux marchés, et à la finance, et livré aux privatisations (le gouvernement social libéral de JOSPIN a plus privatisé que la droite) Après sa victoire le 6 mai le peuple attend une véritable alternative, et non pas une alternance dans la lignée de Blair, Schroder, Zapatero, Papandreou. Il ne saurait donc envisager un quelconque état de grâce qui accompagnerait l'installation de François Hollande à l'Élysée

La guerre et la paix dans le monde engagent l'avenir de chacun, de nos enfants, et du pays. Le peuple doit donc se faire entendre haut et fort. Tout reposant sur le rapport de forces, les femmes et les hommes épris de paix doivent aussi se retrouver au niveau planétaire et créer un vaste front anti impérialiste.

Guy POUSSY

11 mai 2012

1-2 Manlio Dinucci, Tommaso Di Francesco : « *Sommet de Chicago* Combien nous coûte l'Otan de la « défense intelligente ».

Les 21-22 mai se tient à Chicago le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Otan. Parmi les diverses questions à l'ordre du jour, de l'Afghanistan au « bouclier anti-missiles », il y en a une centrale : la capacité de l'Alliance à maintenir, dans une phase de crise économique profonde, une « dépense pour la défense » qui continue à lui assurer une nette supériorité militaire.

Avec un optimisme inconscient, le socialiste du Pasok Yannis Ragoussis, qui fait fonction de ministre grec de la défense, a écrit sur la *Nato Review*, à la veille du Sommet, que la participation à l'Alliance a donné à la Grèce « la nécessaire stabilité et sécurité pour le développement dans le secteur politique, financier et civil ». On en voit les résultats. Le secrétaire général de l'Alliance, Anders Rasmussen, par contre, ne cache pas sa préoccupation quant à l'impact de la crise. En préparation du Sommet, il a prévenu que si les membres européens de l'Otan font trop de coupes dans les dépenses militaires, « nous ne serons pas en mesure de défendre la sécurité dont dépendent nos sociétés démocratiques et nos économies prospères ».

Combien dépense l'Otan ? Selon les données officielles mises à jour pour 2011, les « dépenses pour la défense » des 28 états membres se montent à 1.038 milliards de dollars annuels. Un chiffre équivalant à environ 60% de la dépense militaire mondiale. En ajoutant d'autres postes de caractère militaire, il grimpe à environ deux tiers de la dépense militaire mondiale. Le tout payé en deniers publics, soustraits aux dépenses sociales.

Il y a cependant un déséquilibre croissant à l'intérieur de l'Otan, entre la dépense étasunienne, qui a augmenté en dix ans de 50 à plus de 70% de la dépense totale, et celle de l'Europe qui a proportionnellement chuté. Rasmussen fait donc pression pour que les alliés européens s'engagent davantage : si l'écart de capacités militaires entre les deux rives de l'Atlantique continue à se creuser, « nous risquons d'avoir, à plus de vingt ans de la chute du Mur de Berlin, une Europe faible et divisée ». Il passe sous silence par contre le fait que sur les pays européens pèsent d'autres dépenses, dérivant de leur participation à l'Otan. Comme le « Budget civil de l'Otan » pour l'entretien du quartier général à Bruxelles et du staff civil : environ un demi milliard de dollars annuels, dont 80% sont payés par les alliés européens. Comme le « Budget militaire de l'Otan » pour l'entretien des quartiers généraux

subordonnés et du personnel militaire international : presque 2 milliards annuels, payés à 75% par les Européens. Comme le « Programme d'investissement pour la sécurité de l'Otan », destiné à l'entretien de bases militaires et autres infrastructures pour la « mobilité et flexibilité des forces de déploiement rapide de l'Otan » : environ un milliard et demi de dollars annuels, dont 78% payés par les Européens. Ainsi que le spécifie un rapport sur les fonds communs de l'Otan, présenté au Congrès étasunien en février dernier, depuis 1993 ont été éliminées les contributions pour les bases militaires des alliés européens, tandis qu'ont été gardées celles pour les bases militaires étasuniennes en Europe. Ceci signifie, par exemple, que l'Otan n'a pas déboursé un centime pour l'utilisation des sept bases italiennes mises à sa disposition pour la guerre contre la Libye, tandis que l'Italie contribue aux dépenses pour le maintien des bases Usa en Italie.

Des dépenses ultérieures, qui s'ajoutent aux budgets de la défense des alliés européens, sont celles relatives à l'élargissement de l'Otan à l'est, estimées entre 10 et plus de 100 milliards de dollars. On y trouve celles pour l'extension à l'Europe du « bouclier anti-missiles » étasunien, que Rasmussen quantifie à 260 millions de dollars, sachant bien que la dépense réelle sera beaucoup plus élevée, et qu'il faut y ajouter celle de la potentialisation du système Altbmd, dont le coût est prévu à environ un milliard de dollars. On y trouve les dépenses pour le système Ags qui, intégré par les drones Global Hawk made in Usa, permettra à l'Otan de « surveiller » depuis Sigonella (Sicile) les territoires à attaquer : l'Italie a endossé 12% du coût du programme, estimé à au moins 3,5 milliards de dollars, en payant en outre 300 millions pour les infrastructures. On y trouve les dépenses pour les « missions internationales », parmi lesquelles au moins 4 milliards de dollars annuels pour entraîner et armer les « forces de sécurité » afghanes.

Comment les gouvernements européens, sous pression de la crise, peuvent-ils faire face à ces dépenses et à d'autres ? Le secrétaire général de l'Otan a la formule magique : comme les alliés européens « ne peuvent pas se permettre de sortir du business de la sécurité », ils doivent « revitaliser leur rôle » en adoptant, suivant l'exemple des Etats-Unis, la « défense intelligente ». Celle-ci « fournira plus de sécurité, pour moins d'argent, en travaillant ensemble ». La formule, inventée à Washington, prévoit une série de programmes communs pour les manœuvres, la logistique, l'achat d'armements (en commençant par le chasseur étasunien F-35). Programmes structurés de façon à renforcer le leadership étasunien sur les alliés européens. Une sorte de « groupements d'achat solidaire » pour faire semblant d'épargner sur la dépense de guerre.

Manlio Dinucci, Tommaso Di Francesco

Edition de dimanche 20 mai 2012 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120520/manip2pg/06/manip2pz/323001/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

1-3 Manlio Dinucci : L'éternelle jeunesse de l'Otan.

L'Otan, qui s'est autocélébrée avec le Sommet de Chicago, a 63 ans, mais ne les fait pas : sur sa nouvelle carte d'identité elle a vingt ans.

Pendant la guerre froide, écrit-elle dans son autobiographie officielle, elle ne mena aucune opération guerrière, mais se limita à « assurer la défense de son propre territoire contre la menace du Pacte de Varsovie ». Elle ne dit pas cependant que celui-ci fût formé six ans après l'Otan. C'est avec la fin de la guerre froide, à la suite de la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'URSS en 1991, que l'Otan renaît à une nouvelle vie. En gardant quand même sa marque : le commandement Usa. En juillet 1992, elle lance sa première opération de « réponse aux crises », la Maritime Monitor, pour imposer un embargo à la Yougoslavie. Dans les Balkans, entre octobre 92 et mars 99, elle conduit onze opérations aux noms évocateurs (Deny Flight, Sharp Guard, Eagle Eye et autres). Le 28 février 1994, pendant la Deny Flight en Bosnie, l'Otan effectue la première action de guerre de son histoire. Ce faisant elle viole l'article 5 de sa propre charte constitutive, puisque l'action guerrière n'est pas motivée par l'attaque d'un membre de l'Alliance et est effectuée en-dehors de son aire géographique. On arrive de cette façon à l'opération Allied Force, lancée le 24 mars 1999 : pendant 78 jours, en décollant surtout de bases italiennes, 1.100 avions, pour 75% étasuniens, effectuent 38mille sorties, en larguant 23mille bombes et missiles sur la Yougoslavie. La même année, le Sommet Otan de Washington autorise les pays membres à « conduire des opérations de riposte aux crises non prévues par l'article 5, en dehors du territoire de l'Alliance ». Et l'Otan commence son expansion à l'Est, englobant en 1999-2009 neuf pays de l'ex Pacte de Varsovie,

dont trois de l'ex URSS, et trois de l'ex Yougoslavie. Sans plus de limites, l'Alliance née comme Pacte de l'Atlantique Nord arrive sur les montagnes afghanes : en août 2003, par un coup de main, l'Otan prend « le rôle de leadership de l'Isaf, force qui a un mandat ONU ». Commence ainsi « la première mission hors de l'aire euro-atlantique dans l'histoire de l'Otan ». En 2004, elle entre en Irak, officiellement pour une « mission d'entraînement ». Elle étend enfin ses opérations en Afrique : en 2005 au Soudan, en 2007 en Somalie, en 2009 dans la Corne d'Afrique et dans l'Océan Indien. En 2011 c'est le tour de la Libye : dans l'opération Unified Protector, l'Otan effectue (selon ses déclarations) 9.700 missions d'attaque aérienne, dans lesquelles sont larguées 7.700 bombes de précision afin de « faire tout son possible pour minimiser les risques contre les civils ». A présent l'Otan prend pour cible la Syrie et l'Iran, mais avec la Russie et la Chine en arrière-plan. Dans sa « conquête de l'Est », elle est arrivée au bord de la Chine, en Mongolie, avec laquelle elle a lancé il y a deux mois un « Programme individuel de partenariat et de coopération ». Comme sur les 28 pays de l'Alliance cinq seulement se trouvent sur la façade atlantique nord, on est en train, à Bruxelles, de penser à un changement de nom : certains proposent « Alliance Trans-Atlantique ». Mais celui-ci aussi est restrictif puisque, dans le sillage des Usa, l'Alliance s'étend désormais à la région Asie/Pacifique.

Ainsi l'Alliance se renouvelle-t-elle, en s'abreuvant à la source de sa jeunesse : la guerre.

Edition de mardi 22 mai 2012 de il manifesto

Manlio Dinucci

Mardi 22 mai 2012

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120522/manip2pg/14/manip2pz/323064/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

1-4 L'OTAN publie la Déclaration générale du Sommet de Chicago.

Lundi matin, l'OTAN a publié une déclaration générale adoptée lors d'un sommet par les chefs d'Etats et de gouvernements à Chicago.

La Déclaration du Sommet de Chicago, adoptée dimanche, a réaffirmé l'engagement des pays membres à l'alliance transatlantique, a établi le chemin à suivre lors des opérations militaires en Afghanistan, et a pris des mesures pour s'assurer que l'alliance puisse faire face à toutes les menaces. Ils se sont également engagés à renforcer les partenariats de l'organisation.

D'après la déclaration, l'OTAN tente d'utiliser la défense intelligente comme approche pour faire face aux problèmes sécuritaires complexes dans le contexte de difficultés financières, déclarant: "Il est plus important que jamais de faire le meilleur emploi de nos ressources et de continuer d'adapter nos forces et structures".

Concernant l'Afghanistan, l'OTAN a déclaré que sa "transition irréversible" de l'ensemble de la responsabilité sécuritaire de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) aux Forces afghanes de sécurité nationale (FASN) était en cours d'achèvement pour la fin de l'année 2014. L'organisation a promis d'apporter "un soutien pratique et politique fort et sur le long-terme via notre partenariat durable avec l'Afghanistan" après le retrait.

D'après l'OTAN, l'alliance est "prête à œuvrer en faveur de l'établissement, sur demande du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, une nouvelle mission post-2014 d'une nature différente en Afghanistan pour former, conseiller et assister la FASN, notamment les Forces d'opérations spéciales afghanes".

Concernant la Russie, la déclaration a avancé que "la coopération entre l'OTAN et la Russie est d'une importance stratégique car elle contribue à créer un espace commun de paix, de stabilité et de sécurité". Le bloc reste déterminé à construire une paix durable et inclusive avec la Russie dans la zone Euro-Atlantique, a poursuivi l'OTAN.

Il a noté les contributions du Conseil OTAN-Russie (COR), reconnaissant que l'OTAN et la Russie "diffèrent sur les questions spécifiques et qu'il y a un besoin d'améliorer la confiance, la transparence réciproque et la prévisibilité afin d'exploiter le plein potentiel du COR".

La déclaration a également abordé la situation au Moyen-Orient, réaffirmant l'expansion prévue de l'OTAN et son partenariat avec les pays du monde entier.

L'OTAN organise son 25ème sommet à Chicago, et les dirigeants ont concentré leurs discussions sur les capacités de l'alliance à l'ère de l'austérité au cours du premier jour de leurs réunions.

21/05/2012

2 Au jour le jour

2-1 [Sommet de l'OTAN : Chicago, en état de siège!](#)

Au seuil de la réunion de l'OTAN, la police a attaqué les domiciles des activistes politiques, identifiés, au cours des manifestations, contre la tenue de la réunion de l'OTAN, a indiqué Farsnews, citant Russia Today.

Les policiers ont forcé la porte d'un immeuble de 6 appartements, à Chicago, avant d'entrer, chez les activistes, et de braquer des armes sur eux. Ils leur ont passé les menottes et les ont emmenés.

19/05/2012

IRIB

2-2 [Londres : les Britanniques dénoncent l'Otan.](#)

Des centaines d'activistes civiques britanniques se sont rassemblés, devant l'ambassade des Etats-Unis, à Londres, condamnant les crimes de l'OTAN, dans divers coins du monde, ainsi que les menaces et les sanctions occidentales contre la RII.

Les participants à ce rassemblement, organisé, au seuil du Sommet de l'OTAN, à Chicago, ont, vivement, dénoncé les agressions des Etats-Unis et de leurs alliés, contre l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, ainsi que les attaques des drones US contre le Yémen et le Pakistan, réitérant la protestation du monde entier et des contribuables, dans les pays occidentaux, contre les politiques bellicistes de l'OTAN.

Nombre de personnalités politiques et chefs des mouvements et associations pacifistes et anti-War de Grande-Bretagne participant à ce rassemblement, ont, également, exprimé leur opposition aux politiques, aux sanctions et aux menaces contre l'Iran, condamnant toute intervention étrangère, dans les affaires intérieures syriennes.

20/05/2012

IRIB

2-3 [Echauffourées à Chicago entre manifestants anti-Otan et la police.](#)

Des échauffourées ont éclaté dimanche après-midi entre manifestants anti-Otan et la police dans les rues de Chicago où se tient un sommet de l'Alliance atlantique, les forces de l'ordre procédant à des interpellations parfois musclées, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les arrestations ont eu lieu après que des manifestants eurent jeté des projectiles sur un cordon de police anti-émeute, non loin du centre de conférences où étaient réunis les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Otan.

Des images des télévisions américaines ont montré des policiers équipés de matraques frapper des manifestants. Plusieurs protestataires ont été menottés mais il n'était pas clair dans l'immédiat s'ils ont été effectivement arrêtés.

"Restez! il faut prendre position!", ont scandé des manifestants refusant de partir malgré les sommations de la police.

Plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dans le calme dans l'après-midi, des militants pacifistes et du mouvement Occupy pour l'essentiel, pour protester contre le sommet de l'Otan et réclamer que les Etats dépensent moins pour la défense et plus pour l'éducation.

Ils ont été rejoints par un groupe d'anciens combattants, dont certains en uniforme, qui assuraient marcher en faveur de la paix.

Les militants ont envahi les rues quasiment vides du centre historique, fortement encadrés par des forces de l'ordre à pied, à vélo ou à cheval.

21/05/2012

<http://french.irib.ir/info/international/item/189618-echauffour%C3%A9es-%C3%A0-chicago-entre-manifestants-anti-otan-et-la-police>

2 Politique

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Les Alliés indécis sur l'après 2014 en Afghanistan...

Le Soir, Philippe Regnier, 19 mai

Après l'Irak, l'Afghanistan. Le président Obama, à peine le G8 de Camp David clôturé, reçoit à partir de dimanche les vingt-sept pays alliés des Etats-Unis, coalisés sous la bannière de l'Otan. Dont la Belgique, emmenée pour la première fois par Elio Di Rupo. Le sommet se déroule avant la présidentielle de novembre aux Etats-Unis et « à domicile » pour Barack Obama - à Chicago, son berceau, là où il se lança dans la course présidentielle de 2008 avec la promesse de tirer un trait sur les deux guerres de l'Amérique décidées par son prédécesseur, George W. Bush.

A Chicago, les 28 Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (Otan) confirmeront le calendrier esquissé lors de leur précédent sommet, en novembre 2010 à Lisbonne : un retrait des troupes de combat déployées en Afghanistan pour la fin 2014. *« Les sommets sont bien souvent des réunions symboliques destinées à marquer les accords. Chicago sera un sommet plutôt consensuel »*, estime un « sherpa », qui a contribué à la préparation de la rencontre. Autrement dit, les points litigieux seront au maximum renvoyés à plus tard -et Barack Obama, en campagne pour sa réélection, pourra respirer.

Des divergences risquent pourtant de faire surface.

En campagne électorale, le candidat Hollande désormais président de la France n'a pas hésité à marquer sa différence. Paris entend radicalement accélérer le tempo de la sortie de ses troupes combattantes d'Afghanistan : dès la fin de l'année ! François Hollande fera donc une entrée remarquée auprès de ses homologues à Chicago...

Avec quelque 3.500 hommes déployés en Afghanistan, la France est le quatrième contributeur de troupes à la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) de l'Otan. Mais il faut relativiser cette position : la France se classe juste derrière l'Allemagne (5.000) et le Royaume-Uni (9.500) mais loin derrière les Etats-Unis (plus de 90.000 hommes). Le départ des Français est donc d'autant plus « gérable » que le processus de transfert du maintien de l'ordre aux forces afghanes suit son cours.

Le président afghan Karzaï vient d'annoncer l'imminence de la « troisième phase » de ce transfert, au terme de laquelle 75 % de la population afghane devraient se trouver sous la responsabilité des forces de sécurité afghanes. Dont les habitants de la région de la Kapisa... aux mains des Français.

La précipitation du président Hollande révèle cependant d'autres dissensions. S'il veut partir au plus vite, d'autres veulent déjà rester...après décembre 2014. Ceux-là redoutent par-dessus tout un retour aux affaires des talibans, qu'ils combattent depuis près d'une décennie. *« J'ai confiance dans la capacité des Afghans à prendre leur sécurité en mains*, déclare le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, lors d'un entretien avec quelques journalistes, dont Le Soir. *Mais ils auront encore besoin de notre soutien »*. Pour Rasmussen, la Fias *« prendra fin et une nouvelle mission dirigée par l'Otan se mettra en place. Il faudra aussi assurer la protection de nos entraîneurs. Cette mission d'entraînement, de conseil et d'assistance (aux forces de sécurité afghanes) sera discutée à Chicago »*.

Combien d'hommes, avec quels moyens, seront encore en Afghanistan en 2015 ? *« Il est trop tôt pour donner un chiffre, mais il sera plus bas »*, que les 130.000 hommes aujourd'hui déployés en Afghanistan, ajoute le secrétaire général. *« Cela dépendra de la situation sécuritaire et des capacités des Afghans... »* *« Il faudra voir ce que les Etats-Unis seront prêts à faire, et ils ne se décideront pas avant l'automne »* Un diplomate européen à l'Otan

Les Etats-Unis ont déjà signé un « partenariat stratégique » pour dix ans avec les Afghans. *« Sur ce que cette mission fera ou ne fera pas, ce sera à préciser*, indique un diplomate européen à l'Otan. *Il faudra voir aussi ce que les Etats-Unis seront prêts à faire, et ils ne se décideront pas avant l'automne »* et

l'élection présidentielle. Des forces spéciales, hors Otan, devraient également se trouver encore sur le terrain après 2014, ajoute le diplomate.

Bref, à Chicago, « *on devrait définir le cadre général, mais les modalités seront à préciser dans les mois à venir* », estime le « sherpa ». D'autant qu'au-delà de cette discussion - engagement, désengagement -, de lourdes questions financières se posent également.

Kaboul espère décrocher à partir de 2017 un financement d'au moins 4,1 milliards de dollars par an pour l'entretien de ses forces de sécurité. Après donc le départ des étrangers (dont la présence sur le terrain coûte encore plus cher !), au nom de la lutte internationale contre le terrorisme. Mais qui va payer, et selon quelle clé de répartition ? La question est d'autant plus cruciale que ces 4,1 milliards ne permettront pas de payer 120.000 des 350.000 policiers et soldats afghans aujourd'hui recrutés. Certains d'entre eux pourraient alors être tentés de rejoindre... l'insurrection. En juillet, une conférence à Tokyo fera le point sur l'avenir « économique » du pays, au-delà de l'aspect militaire. Le casse-tête afghan est loin d'être réglé.

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Nb – Article uniquement comme exemple...

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Le Monde.fr avec AFP et Reuters : Les Etats-Unis et les pays du Golfe arment les 'rebelles' syriens. Les rebelles syriens commencent à obtenir plus d'armes, et de meilleure qualité, grâce à un effort financé par les pays du Golfe et coordonné en partie par les Etats-Unis, rapporte le Washington Post.

Le journal s'appuie sur des propos de militants syriens et de responsables des Etats-Unis et d'autres pays. Au sein de l'administration Obama, on souligne que les Etats-Unis ne fournissent ni ne financent cet équipement létal, qui comprend des armes antichars.

Au lieu de cela, dit-on, le gouvernement a étendu ses contacts avec les opposants armés afin de fournir aux pays du Golfe des informations sur la crédibilité des rebelles et leur chaîne de commandement.

"*Nous augmentons notre aide non létale à l'opposition syrienne, et nous continuons à coordonner nos efforts avec nos amis et alliés dans la région et au-delà, afin d'avoir le meilleur impact sur notre action collective*", explique un haut responsable du département d'Etat interrogé par le quotidien.

Selon le Washington Post, les contacts des Etats-Unis avec la rébellion et le partage d'informations avec les pétromonarchies du Golfe marquent un tournant pour la politique américaine en Syrie, alors que l'espoir d'une solution à la crise s'amenuise tous les jours.

OPÉRATIONS MEURTRIÈRES

Sur le terrain, malgré la présence de plus de 200 d'observateurs, les violences se poursuivent. Quinze civils ont été "sommairement exécutés" dans la nuit de mardi à mercredi par les forces du régime (sic) lors de l'assaut d'un quartier de Homs, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme [*Toujours là. Accrédité par ?*]. Au moins onze autres personnes ont été tuées ailleurs dans le pays notamment dans les provinces d'Idlib et de Deraa par des tirs des troupes syriennes et dans des combats. Les troupes poursuivaient leurs opérations meurtrières dans cette région mercredi, où elles sont accusées d'avoir perpétré un nouveau "massacre".

La France condamne "*avec la plus grande vigueur les nouveaux assassinats perpétrés par les forces du régime syrien contre leur propre peuple*" et appelle "*fermement*" Damas à faciliter la distribution de l'aide humanitaire internationale, a indiqué le ministère des affaires étrangères.

Parallèlement, le Comité contre la torture de l'ONU s'est inquiété "*d'informations faisant état de torture systématique*" en Syrie, a-t-on appris mercredi en marge de sa réunion, qui a eu lieu à Genève. Ces informations, a indiqué le président du comité, proviennent d'organes intergouvernementaux "*et je ne parle même pas de celles en provenance des ONG*". Il a aussi souligné que le comité ne pouvait pas non plus fermer les yeux sur les allégations faisant état de violences des groupes armés d'opposition, qui auraient également recours à des enlèvements et à la torture.

La veille, le chef sortant de la diplomatie française, Alain Juppé, avait pour la première fois évoqué "*l'échec probable*" de la mission de Kofi Annan en Syrie, en espérant que la Russie évolue enfin vers une prise de sanctions de l'ONU contre le régime de Bachar Al-Assad.

Le Monde.fr avec AFP et Reuters |

16.05.2012

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19